Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2169

Artikel: Le macronisme, la gauche, la droite : une ambition idéologique qui dépasse le cadre français

Autor: Meuwly, Olivier

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014328

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'esprit d'invention collective

Gouvernées pour la plupart depuis une longue génération par une majorité rose-verte, les grandes villes offrent une grande ouverture à l'esprit d'invention collective, à la mise en œuvre participative, au travail communautaire, en d'autres mots à l'innovation sociale. Celle-ci, portée par l'économie sociale et solidaire, faite de mesures souvent modestes dont l'efficacité tient à l'engagement des citoyens et des élus, n'a de loin pas le prestige de l'innovation technologique promue à coup de millions par les *start-ups* et autres entreprises à succès plus ou moins durable.

En effet, l'innovation sociale se situe à un autre niveau. Elle procède souvent d'une démarche *bottom up* consolidée par l'intervention publique, elle a pour but d'améliorer les conditions de vie de la population. Et les chantiers ne manquent pas, entre aménagement des espaces publics, multiplication des possibilités d'accès aux lieux comme aux savoirs et, surtout, promotion de toutes les voies conduisant à une meilleure intégration des nouveaux habitants.

Spécialisée dans l'analyse et l'évaluation des politiques publiques, la plateforme Staatslabor (laboratoire de l'Etat) installée à Berne assure avec raison que l'innovation sociale au service du citoyen fait partie de toute réflexion sur l'avenir des collectivités suisses, celle des villes en particulier.

Mais rien n'est simple en terre fédéraliste où les équilibres demandent un respect particulièrement attentif. Il faut donc veiller à ce que l'essor des villes, fortifié par les apports de l'innovation sociale, ne soit pas ressenti comme un avantage obtenu au détriment d'autres territoires, encore moins comme une manière de creuser encore le fameux fossé entre ville et campagne. Il faut garder présent à l'esprit que la Suisse des grandes régions urbaines comprend non seulement leur ville-centre mais aussi les villes et communes d'agglomération où la vie et l'ambiance quotidienne ainsi que le comportement électoral peuvent se révéler bien différents. En clair, des lieux où l'UDC fait de meilleurs scores qu'en ville où son influence décline.

Expo 10 villes

Dans la relative euphorie que suscite leur redressement, les dix plus grandes villes de Suisse étudient l'idée d'organiser ensemble l'Exposition nationale de 2027. Une exposition décentralisée, installée sur dix sites urbains, six de plus que l'Expo.02. C'est d'ailleurs à Juri Steiner, concepteur et animateur de l'Arteplage mobile du Jura ancrée à Bienne en 2002 que, suite à un appel d'offres, les villes ont confié la préparation d'une esquisse de projet. A l'aide de ce document, elles décideront s'il convient de poursuivre cette idée ou s'il est préférable d'y renoncer d'emblée.

Le sort que connaîtra ce projet résolument urbain renseignera sur le degré de confiance en elles-mêmes que les villes auront gagnée depuis leur sortie de crise.

Le macronisme, la gauche, la droite

Une ambition idéologique qui dépasse le cadre français

Olivier Meuwly - 14 juin 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31656

Le phénomène Macron ne peut que stimuler ceux qui s'intéressent à la construction des idées politiques. En Suisse aussi, où les partis traditionnels sont eux aussi

confrontés à certaines formes de défiance. Suivre l'itinéraire idéologique de Macron constitue sans doute l'un des meilleurs moyens pour saisir l'évolution de la droite et de la gauche en ce début de 21e siècle si agité.

Macron affirme-t-il l'existence d'un *«centre»* politique autonome? Accomplit-il la performance, tant rêvée par certains, de dépasser enfin ces deux concepts, renvoyés dans les tréfonds de l'histoire parlementaire? Ou, au contraire, n'en propose-t-il qu'une nouvelle lecture, incorporant les enseignements d'un débat gauche-droite largement fossilisé, en particulier en France? La référence au pays où vit et agit Macron est essentielle.

D'abord parce que la démocratie se vit sur un territoire et en épouse les caractéristiques économiques et culturelles et, surtout, parce que l'on devra se demander si Macron, en réalité, n'est tout simplement pas en train de tenter de réaliser chez lui (et peut-être de réussir!) ce que d'autres pays, comme la Suisse ou l'Allemagne, ont su établir depuis longtemps, à savoir des processus de dialogue et collaboration entre la droite et la gauche, quels que fussent les développements historiques de deux camps, qui n'ont jamais été ni figés, ni homogènes.

On connaît le point de départ du discours macronien, même s'il a changé en cours de route: *«ni droite, ni gauche»*, lorsqu'il décide de lancer son propre mouvement, il passe à un *«et droite et gauche»*, au moment où la réalité politique le rattrape. Mais Macron a donné un soubassement philosophique à son propos en faisant sien, comme le suggèrent certains, le fameux *«en même temps»* théorisé par Paul Ricœur. Ce *«en même temps»* autorise en effet toute une gamme de synthèses dont la France a rarement fait l'expérience: il ne s'agit pas de juxtaposer deux idées apparemment contradictoires, mais bien d'examiner dans quelle mesure elles peuvent se combiner.

C'est pourquoi l'étiquette *«sociale-libérale»*, dont ses ennemis l'ont affublé pour mieux le discréditer, ne semble pas convenir. Le social-libéralisme, malgré la notoriété de l'un de ses inventeurs, John Stuart Mill, n'a jamais échappé à une tentative imparfaite de mélanger libéralisme et socialisme, en disqualifiant souvent le premier terme de l'équation. Si l'on se focalise sur le rattachement initial de Macron au flanc gauche de l'échiquier politique, mieux vaudrait repérer son enchâssement politique dans le radicalisme français de la fin du 19e siècle.

Car Macron, dans un premier temps, s'inscrivait indiscutablement dans l'héritage d'un Dominique Strauss-Kahn, avec sa social-démocratie à la française, que François Hollande a maladroitement tenté de prolonger dans la seconde partie de son quinquennat. Macron s'est sans doute vu comme le rénovateur d'un socialisme *«gouvernemental»*, comme Schröder ou Blair avant lui. Les ralliements de Gérard Collomb, François Bayrou ou Daniel Cohn-Bendit tendent à étayer cette interprétation. Le gouvernement institué après l'élection présidentielle la remet-elle en cause?

A première vue, l'élément de droite semble dominer, mais les parcours de ses ministres brouillent les pistes. Macron ne ressuscite pas le gaullisme, certes flanqué d'une aile libérale et d'une aile sociale, mais trop conservateur dans son essence. Il ne construit pas un centre *«spontané»*, jailli de nulle part. Mais il n'est pas un libéral non plus, même si ses détracteurs lui reprocheront de s'être revêtu des oripeaux du socialisme pour mieux amener des réformes qu'ils associeront au libéralisme le plus cru. Son programme, fiscal notamment, le montre; certains le classeront plutôt parmi les *liberals* américains.

En prétendant incarner une synthèse à lui tout seul, Macron, et c'est son coup de génie pour l'instant, vient occuper un segment politique abandonné en France… et que les Français se découvrent à apprécier: celui qui s'étend de l'aile centre ou gauche de la droite libérale à l'aile droite de la social-démocratie, un espace qu'au 19e siècle occupait le radicalisme en Suisse.

Aujourd'hui, en Allemagne, cet espace, c'est la CDU associée

au SPD; en Suisse, l'axe PLR (version *«radicale-historique»* surtout) – aile droite du PS, auquel s'agrègent selon les cantons PDC et/ou Verts libéraux. C'est là que se forgent les compromis.

Pour Macron, la difficulté surviendra lorsqu'il devra expliquer comment ses choix s'articulent les uns aux autres, moment butoir où se teste le consensus: devra-t-il privilégier le *«libéral»* ou le *«social»*? S'il échoue, il n'aura été qu'une parenthèse dans l'histoire d'une structuration politique d'affrontement alterné dont la France restera le pieux dépositaire.

Expresso

Les brèves de DP, publiées dans le Kiosque sur le site

6'500 numéros d'appels en série

Le 19 juin 2015, Géraldine Savary (PS/VD) interpellait le Conseil fédéral à propos de l'attribution par l'Ofcom de paquets de 10'000 numéros de téléphone à des sociétés qui les revendent à des *«centres d'appels»*. Six mois plus tard, Doris Leuthard promettait d'y mettre bon ordre. A ce jour, le site local.ch recense pas moins de 6'477 numéros avec indicatif suisse correspondant à l'appelant *call center*, aux coups de téléphone promotionnels aussi insistants qu'inutiles. | *Yvette Jaggi - 17.06.2017*

Ce magazine est publié par Domaine Public, Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre licence CC: publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un don.

Index des liens

Prévoyance vieillesse 2020: comprendre d'où l'on vient
http://www.histoiredelasecuritesociale.ch/risques/vieillesse/
http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Stimmungsmache-gegen-sichere-Renten/story/31133856?sc_src=email_1376338#mostPopularComment
https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20160925/iniziativa-popolare--avsplus--per-un-avs-forte--.html

Pas de politique climatique sans vérité des coûts